

La France face à la crise - les 8 dernières années

Posté le : 5 août 2016 12:03 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité

On connaît généralement une première approximation des résultats d'une année, avec six mois de retard, avec corrections des années précédentes. L'occasion est bonne regarder derrière son épaule.

Le chiffre le plus important pour définir le dynamisme des entreprises est la valeur ajoutée des entreprises non financières du secteur marchand. On se rappelle que cette valeur était en 2008 d'un peu plus de 1.000 milliards d'euros. En 2016, l'INSEE annonce provisoirement 1.109 milliards. Malgré la récession mondiale, les entreprises ont créé près de 100 milliards de richesses nouvelles. La croissance exacte en 8 ans est de 8.19%, soit un taux de croissance annuelle absolument ridicule qui s'apparente à la stagnation. Il est à noter que sur la période plus 70 milliards ont été à des transferts sociaux et 40 milliards à des augmentations d'impôts sur le revenu. En un mot l'Etat a tout pris et plus encore puisque la dette, elle, s'est envolée. Simultanément la dette publique est passée de 1.300 milliards en 2008 à 2.300 environ en 2015, soit un accroissement de 1.000 milliards.

Il est vrai que l'ensemble des dépenses publiques ont augmenté de 12% quand celle de la production ne l'a fait que de 8% sur la période 2008-2015. Les dépenses de fonctionnement proprement dites ont, -elles, augmentées, de 11%. Ce qui veut dire que sur l'ensemble de la période, il n'y a eu aucun ajustement de la dépense de l'Etat pour lui-même au rythme de la croissance.

Il est clair que les dramatiques massacres à la petite semaine commis par des musulmans hystérisés qui se sont répétés ont éliminé l'économie de la campagne présidentielle pour 2017.

Mais il serait tout de même bon que l'on inscrive sur le fronton des édifices publics ces quelques considérations :

- La dépense publique avec 1243 milliards d'Euros dépasse la production marchande de près de 100 milliards.
- La dette d'Etat va bientôt atteindre le double de la même production.
- Tout le surcroît de production passe en dépense publique.

La France pourrait-elle surmonter dix années de plus comme celles qu'on vient de vivre ? La réponse est non. C'est im-pos-sible !

Toutes les équipes de campagnes devraient être dans la recherche désespérée d'un nouveau modèle d'action publique avant l'effondrement fatidique. Pour le candidat Hollande, « tout va mieux » et « je tiens ma campagne : conchier Sarkozy et les plans de réformes de la droite qui vont faire peur ». Un programme de Bidochon politicien de sous-préfecture, Lou Ravi de lui-même, qui devrait passer en Cour de Justice de la République pour démagogie aggravée et achat de vote. A droite seul Fillon a pris la mesure de la menace. Mais la presse ne cesse de répéter qu'il est « inaudible ». Les autres sont dans l'image et la posture à court terme.

Quant à la presse, elle se contente de répéter les éléments de langage du gouvernement sur la réforme de l'impôt désormais payé à la source. L'impôt c'est bien. La dépense publique est

nécessaire. Même le FMI e dit. Allons-y gaiement ! La campagne présidentielle risque de nous coûter à nouveau 40 milliards d'euros de sottises démagogiques diverses et de retarder de deux à trois ans les possibilités de changer le cours des choses. D'autant que la récession décennale arrive. La phase de « haute » conjoncture de l'économie marchande se termine. Là où en dépassait les 7%, on est à 2.5% sur l'année finale précédent le renversement. En un mot la phase dynamique a été faiblarde et ses gains entièrement captés par l'Etat. Le renversement conjoncturel sera faible. Mais il étranglera un peu plus l'économie française qui risque de se retrouver dans la situation grecque.

Ne parlons pas du risque politique.

Rappelons que personne ne songe plus, nulle part, à donner une explication de la « crise » que nous définissons comme la conjonction d'une baisse tendancielle de la croissance, de l'aggravation des crises périodiques et de la montée colossale de la dette. Aucune réforme n'est à espérer du système monétaire international qui est le moteur de la crise globale ni de la gestion de l'Euro qui marque la stagnation européenne. Et la France s'apprête à nouveau à révéler son merveilleux système l'écrasement fiscal qui lui interdit toute sortie durable de ses tourments. Comme on sait le Français est né malin.

Bravo à tous !